



Gouvernance mondiale : relever les enjeux du 21^e siècle

Introduction

La crise financière la plus grave, généralisée et persistante depuis des décennies paralyse le monde entier. Elle a miné la confiance des consommateurs et des entreprises et a entraîné un ralentissement marqué de l'activité économique mondiale. La plupart des pays développés (y compris le Canada) sont en récession et le ralentissement se propage aux économies émergentes et en développement.

Dans un récent discours, le secrétaire général des Nations Unies, Angel Gurría, a déclaré : « La coopération multilatérale est la seule façon de surmonter cette crise. Mais l'économie mondiale a tellement évolué au cours des dernières années que nous avons besoin d'un nouveau genre de multilatéralisme, d'une gouvernance mondiale plus inclusive. »¹

Il a ajouté : « Le moment est venu de changer, de réécrire les règles d'une globalisation plus fiable et équilibrée. Mais cela exigera non seulement un changement de dispositions, mais un changement de culture. »²



Le présent document porte sur le rôle des comités directeurs et des institutions multilatérales mondiales dans la gouvernance de l'économie mondiale et sur les appels croissants pour leur réforme. Il traite des principaux enjeux auxquels le monde est confronté et de l'opportunité de consolider des changements au prochain Sommet du G20 (le 2 avril 2009). Enfin, il conclut que le Canada est en excellente position pour jouer un rôle de meneur et proposer des changements.

1 Propos prononcés au séminaire du Finnish Institute of International Affairs. Helsinki, Finlande. 19 janvier 2009.

2 Ibid.

La Chambre de commerce du Canada favorise l'établissement d'un environnement commercial solide, concurrentiel et productif qui profite à tous les Canadiens. Ce document fait partie d'une série d'études techniques indépendantes portant sur les "principales questions de politique gouvernementale auxquelles le Canada est confronté à l'heure actuelle.

Nous espérons que cette analyse sensibilisera le public à ces questions et aidera les décideurs à faire des choix éclairés. Les études ne visent pas à recommander des solutions politiques particulières, mais plutôt à stimuler les discussions et les débats publics sur les enjeux du pays.



Qu'entend-on par gouvernance mondiale?

La gouvernance mondiale est un processus de leadership coopératif qui regroupe les gouvernements nationaux, les organismes publics multilatéraux et la société civile dans le but d'atteindre des buts communément acceptés. Elle fournit une orientation stratégique, puis mobilise les énergies collectives pour traiter les enjeux globaux. Pour être efficace, elle doit être inclusive, dynamique et capable de transcender les frontières et les intérêts nationaux et sectoriels. Elle doit utiliser une puissance douce plutôt qu'une puissance coercitive. Enfin, elle doit être plus démocratique qu'autoritaire, plus ouvertement politique que bureaucratique et plus intégrée que spécialisée.

Les Nations Unies (ONU) et son Conseil de sécurité, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont des exemples d'institutions multilatérales qui façonnent les relations économiques et politiques. Chacun de ces organismes cherche à atteindre ses objectifs et priorités propres conformément à son mandat.

Le manque de système de surveillance exhaustif a été comblé par une succession de groupes d'états ad hoc qui jouent le rôle de comité directeur pour l'économie mondiale, par exemple, les dirigeants du Groupe des Sept/Huit (G7/P8) et les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du Groupe des Vingt (G20).

Source : Boughton, James M. et Colin I. Bradford, Jr. « Global Governance: New Players, New Rules ». *Finance & Development*, volume 44, numéro 4. Fonds monétaire international. Décembre 2007.

Une nouvelle approche à l'égard de la coopération globale : une approche inclusive, efficace et légitime



Comme l'a mentionné le secrétaire général de l'OCDE, la structure économique mondiale a connu des changements marqués ces dernières années. Les nouvelles économies de marché ont pris de l'importance, en termes de population et de poids économique. Elles se sont intégrées à l'économie mondiale par le truchement du commerce et des finances. La Chine et l'Inde, par exemple, sont devenues des superpuissances économiques et des concurrentes internationales féroces. La Chine est la principale nation créancière des États-Unis, de la Russie, du Brésil, du Mexique, de la Corée du Sud, de l'Indonésie, de l'Afrique du Sud et la prépondérance des États du golfe Persique augmente dans l'ordre mondial.

Et pourtant, les grandes préoccupations économiques, financières et sociales sont, pour la plupart, débattues par les forums traditionnels des

pays industriels – le Groupe des Sept/Huit (G7/P8)³. Des pays émergents ont été invités à assister aux rencontres du P8 à titre d'observateurs. Certains ont maintes fois demandé de prendre part « au déjeuner complet et non pas uniquement au dessert ».

Les pays émergents et en développement ont peu d'influence sur les institutions multilatérales comme le FMI et la Banque mondiale, bien qu'ils soient fortement affectés par leurs travaux.

À cause de la nature globale de la crise économique et financière, les appels pour un changement marqué et durable de la gouvernance mondiale – des institutions remaniées qui sont plus inclusives, efficaces et légitimes – et un comité directeur mondial plus inclusif semblent avoir atteint leur apogée.

³ Créé en 1976, le G7 regroupe le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, les États-Unis et le Royaume-Uni. Dans les années 90, il a été élargi pour permettre à la Russie de participer aux rencontres des dirigeants des États. Le G7/P8 organise des rencontres ministérielles regroupant, par exemple, les ministres des Finances du G7, entre autres.

Un comité directeur mondial plus inclusif – un nouveau G20

Le G20⁴ – le groupe des vingt ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales – a été créé officiellement en 1999 pour accroître la coopération et la consultation sur les questions relatives au système financier international. Il fait progresser la discussion, l'étude et l'examen des principales questions de politique économique et financière. L'objectif est de promouvoir une croissance économique stable et durable ainsi qu'une stabilité financière à l'échelle internationale. Il se compose de dix pays industriels (l'Australie, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne représentée par le président tournant) et de dix nouvelles économies de marché (l'Argentine, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Corée, le Mexique, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud et la Turquie). Le G20 a été créé pour traiter la crise financière asiatique de 1997-1998.

Les dirigeants canadiens ont participé à la création du G20. Paul Martin, qui était alors ministre des Finances du Canada, a lancé l'idée au sein du G7. Il croyait que les économies émergentes avaient un rôle essentiel à jouer dans le maintien de la stabilité et de la prospérité économique mondiale. Après tout, la crise financière de 1997-1998 a débuté en Asie et a eu des répercussions mondiales. Selon lui, les nouvelles économies devaient être à la table et faire partie de la solution. Il a également défendu l'idée de transformer le G20 en un L20, un groupe composé de dirigeants d'États.

Le concept de L20 a été concrétisé quelque neuf ans après la création du G20. Une autre crise financière a été le catalyseur du premier Sommet du G20 tenu à Washington DC le 15 novembre 2008. Nombreux sont ceux qui considèrent cette rencontre comme une percée décisive, une étape importante vers une architecture nouvelle, plus inclusive pour les relations financières et économiques mondiales et la gouvernance mondiale spécifiquement.

Le communiqué du 15 novembre 2008 a fixé au 2 avril 2009 le prochain Sommet du G20 qui aura lieu au Royaume-Uni. Le Sommet est un moment opportun pour mettre en valeur la coopération mondiale et commencer à s'attaquer aux enjeux mondiaux immédiats et à plus long terme. La crise financière incessante et la récession mondiale ultérieure exigent l'attention immédiate et soutenue du monde entier. En même temps, le monde ne peut se permettre de négliger les enjeux à long terme, comme le changement climatique, la sécurité énergétique, la prolifération nucléaire, la lutte antiterrorisme, l'éventualité d'une pandémie globale et la pauvreté endémique. L'importance de régler ces enjeux avant qu'ils ne déclenchent une crise fait l'unanimité. Le G20 peut jouer un rôle crucial dans le traitement de ces questions en collaborant et en agissant d'une manière éclairée.

Certains ont demandé aux dirigeants du G20 de s'engager à faire du groupe un comité directeur mondial permanent qui se réunirait régulièrement et aurait un mandat clair et puissant. Les dirigeants des États ont le pouvoir politique nécessaire pour faire progresser la discussion et négocier des compromis clés.

Le G7/P8 a-t-il encore un rôle à jouer? Oui, certainement. Il peut continuer de se réunir en tant qu'assemblée des pays industriels pour discuter de questions d'importance mutuelle. Pour leur part, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G7 peuvent poser les assises des questions financières et économiques mondiales clés et effectuer le travail de base, afin de préparer efficacement leurs dirigeants à les traiter au sommet du G20. Ils peuvent également convenir d'un vaste éventail de démarches stratégiques aptes à renforcer l'économie mondiale et à stabiliser les marchés financiers. Enfin, les banques centrales et les ministères des Finances des pays du G7 ont des ressources considérables à consacrer aux questions qui intéressent le G20.

⁴ Ensemble, les économies du G20 représentent 90 % du PIB, 80 % des flux commerciaux mondiaux (y compris le commerce au sein de l'UE) et les deux tiers de la population du globe.

Réforme des institutions multilatérales de la gouvernance financière mondiale

Fonds monétaire international (FMI)⁵

Le FMI est un organisme regroupant 185 pays. Il dirige le système monétaire international et surveille les politiques financières et économiques de ses membres. Il se tient au courant des développements économiques à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Il offre également aux pays à revenu faible ou moyen des conseils et une formation sur la mise à niveau des institutions et l'élaboration de politiques macroéconomiques, financières et structurelles appropriées. Enfin, le FMI accorde des prêts aux pays qui ont de la difficulté à effectuer leurs paiements internationaux et n'ont pas accès à un financement abordable. Les pays membres fournissent la majorité des ressources pour les prêts du FMI. Le FMI accorde des prêts assortis de conditions libérales aux pays à faible revenu pour les aider à développer leur économie et à réduire la pauvreté. Ces prêts sont financés à l'aide de fonds en fiducie distincts basés sur des contributions, financés par les membres et le FMI⁶.

Par suite de la crise économique mondiale, quelques pays ont demandé l'aide financière du FMI. Ce dernier a actuellement une capacité financière d'environ 250 milliards \$US. Son directeur général, Dominique Strauss-Kahn, a réclamé un doublement de ses ressources. Le Japon a fourni au FMI un prêt de 100 milliards \$US – le prêt le plus important jamais consenti par un pays membre du FMI – mais l'institution a besoin de 150 milliards \$US additionnels pour composer avec la crise économique et financière actuelle. On s'attend à ce que la dotation adéquate du FMI soit à l'ordre du jour du prochain Sommet du G20.

La crise financière mondiale a incité de nombreux membres de la communauté internationale à remettre en question la capacité du FMI à la régler ainsi que ses rôles et responsabilités en matière de prévention et de gestion des crises.

La légitimité du FMI a également été remise en question. L'institution est dirigée par un conseil exécutif composé de 24 directeurs nommés ou élus par les pays membres ou par des groupes de pays. Le directeur général est traditionnellement européen. Certains ont réclamé un processus de sélection plus ouvert, transparent et fondé sur le mérite afin de gagner la confiance des nations émergentes. Le mode de scrutin du FMI a également été critiqué. En effet, la voix et l'influence sont distribuées en grande partie selon le poids économique et la contribution financière et, par conséquent, les pays en développement ont très peu d'influence même s'ils sont grandement affectés par le travail du FMI. Cinq des 24 directeurs sont nommés par les membres qui sont les plus importants bailleurs de fonds (les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume Uni). Ensemble, ces cinq directeurs ont 38,39 votes. Toutes les autres économies sont regroupées en 19 groupes intéressés, chacun étant représenté par un directeur. Par exemple, 20 pays africains sont représentés par un seul directeur et leur part du vote est de 3,01 %. Six pays d'Afrique du Sud sont représentés par un seul directeur et leur part du vote est de 1,96 %.

Les États-Unis possèdent 16,77 % des droits de vote et ils ont un droit de veto sur certaines catégories de décisions importantes. Les pays

⁵ Pour des renseignements sur le FMI, consulter <http://www.imf.org>.

⁶ Une quote-part est assignée à chaque membre du FMI. Elle est fondée sur sa dimension relative au sein de l'économie mondiale, laquelle détermine sa contribution maximale au FMI.

membres du FMI ont approuvé en mars 2008 des réformes selon lesquelles ils abandonneraient une part de leurs droits de vote au profit des pays en développement, mais ces réformes ont été qualifiées d'inadéquates. On pourrait argumenter en faveur d'un réalignement des droits de vote qui renforcerait la capacité d'intervention des pays en développement afin d'accroître la légitimité, l'efficacité et la pertinence de l'institution. Le

secrétaire du Trésor américain, Timothy Geithner, a affirmé : « Nous devons affirmer clairement que nous sommes prêts à donner aux pays en développement une voix au FMI qui correspond à leur importance pour l'économie mondiale. »

On s'attend à ce que le prochain Sommet du G20 aboutisse à un ensemble inclusif de réformes qui traiteront de ces questions.

Banque mondiale

Les 185 membres du FMI peuvent adhérer à la Banque mondiale. Celle-ci offre une aide financière et technique aux pays en développement. Elle est composée de deux institutions de développement : la Banque internationale pour la reconstruction et le Développement (BIRD) qui se concentre sur les pays à revenu moyen et les pays pauvres solvables et l'Association internationale de développement (AID), dont les activités sont dirigées vers les pays les plus pauvres. Ensemble, elles fournissent des prêts à faible taux d'intérêt, des crédits sans intérêt et des subventions aux fins d'investissement dans l'éducation, la santé, l'administration publique, l'infrastructure, la finance et le développement du secteur privé, l'agriculture et la gestion des ressources environnementales et naturelles.

Selon de nombreux analystes, à l'instar du FMI, la Banque mondiale doit être remaniée. Le conseil de la BIRD se compose de 24 directeurs généraux. Ces derniers choisissent un président qui est traditionnellement américain. Les directeurs généraux de la BIRD siègent à l'AID comme membres d'office. Cinq des 24 directeurs généraux de la BIRD sont nommés par les plus grands bailleurs de fonds de la Banque (à l'heure actuelle, ce sont les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni). Ensemble, ces cinq directeurs généraux ont 37,38 votes. Toutes les autres économies sont regroupées en 19 groupes intéressés, chacun étant représenté par un directeur général. Par exemple, 23 pays africains sont représentés par un seul directeur général et leur

part du vote est de 1,92 %. Six pays d'Amérique du Sud sont représentés par un seul directeur général et leur part du vote est de 2,32 %.

Récemment (février 2009), le conseil des gouverneurs de la Banque mondiale a approuvé une proposition visant à créer un siège additionnel sur son conseil exécutif pour les nations en développement – un siège pour l'Afrique du sud du Sahara. La Banque mondiale reconnaît qu'il faut élargir la participation du monde en développement pour assurer que l'aide fournie est efficace et promouvoir une prospérité et un développement réciproques dans le contexte économique du 21^e siècle. La Banque entreprendra également un programme de travail exhaustif et intensif en vue d'équilibrer les droits de vote entre les pays développés et les pays en développement⁹.

Ces démarches sont considérées comme des pas dans la bonne direction, mais de nombreux milieux favorisent des réformes plus ambitieuses pour faire de la Banque mondiale une institution plus légitime et inclusive qui gagne la confiance des nations en développement. Après tout, les nations en développement (particulièrement les nations les plus pauvres) sont les plus touchées par son travail et ont le plus besoin de ses services. L'augmentation du nombre de participants actifs exigera toutefois une coordination continue pour que le processus décisionnel soit rapide et les démarches éclairées.

7 À l'issue de l'audience du Congrès sur sa nomination. 21 janvier 2009.

8 Pour des renseignements sur la Banque mondiale, consulter <http://web.worldbank.org>.

9 Banque mondiale. « World Bank Governors Approve Governance Reforms, Adding Board Seat for Africa. » Communiqué de presse. 11 février 2009.

Une réponse internationale collective aux enjeux économiques mondiaux

Le Sommet du G20 est un moment opportun pour proposer et élaborer des plans d'action visant à régler certains enjeux mondiaux. Bien que la crise financière et économique mondiale ait la priorité, les dirigeants du G20 ont réitéré l'importance des Objectifs du Millénaire pour le développement¹⁰ et indiqué qu'ils demeurent « résolus à résoudre d'autres enjeux cruciaux tels que la sécurité énergétique et les changements climatiques, la sécurité alimentaire, le respect de la primauté du droit et la lutte contre le terrorisme, la pauvreté et la maladie »¹¹.

1. Crise financière et économique

Depuis que les dirigeants du G20 se sont réunis à Washington DC en novembre 2008, les perspectives économiques mondiales se sont grandement détériorées. Reflétant la gravité de la situation, la réponse au niveau macroéconomique mondial a atteint une dimension et une portée sans précédent. Les gouvernements et les banques centrales ont utilisé divers mécanismes à leur disposition pour stabiliser le système financier, notamment : réduire les taux de la politique monétaire pour assurer l'accessibilité et l'abordabilité du crédit pour les entreprises et les consommateurs; garantir les dépôts et emprunts bancaires; acheter les mauvais actifs; et injecter des capitaux dans les institutions financières. La plupart des éminentes économies avancées et émergentes du globe ont également mis en œuvre des mesures de relance budgétaires axées principalement sur le volet dépenses, en

particulier les dépenses d'infrastructure. Les pays du G7 ont annoncé des mesures de relance budgétaire valant plus de 1,2 billion de dollars. Presque la moitié des pays du G20 ont annoncé des réductions de l'impôt des particuliers et le tiers ont fait part d'une diminution des taxes indirectes. Près de la moitié des pays du G20 entendent réduire l'impôt des sociétés.

La Banque du Canada croit que les effets des mesures budgétaires et monétaires mises en place au Canada et à l'échelle internationale pour stimuler la relance économique commenceront à se faire sentir dans la seconde moitié de 2009 et se poursuivront en 2010. Elle précise toutefois : « La stabilisation du système financier mondial demeure une condition préalable à la reprise économique au Canada et à l'étranger. »¹²

Cela signifie que la coopération et la coordination internationales seront essentielles à la formulation et à la mise en œuvre de politiques visant à renforcer les marchés du crédit et l'économie. En novembre 2008, les chambres de commerce des pays du G20 (y compris la Chambre de commerce du Canada) ont publié une déclaration commune en préparation au Sommet du G20 à Washington DC. La déclaration est encore pertinente à l'approche du Sommet du 2 avril à Londres, au R.-U. « Les propositions du G20 devraient avoir pour but de renforcer les structures de supervision au niveau national et supranational et d'accroître la coopération entre les économies développées

¹⁰ Les Objectifs du Millénaire pour le développement sont huit objectifs de développement international (chaque objectif a un ensemble de cibles et d'indicateurs) que plus de 190 pays membres des Nations Unies ont convenu d'atteindre d'ici à 2015. Adoptés en 2000, les huit objectifs sont les suivants : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim; atteindre l'éducation primaire pour tous; promouvoir l'égalité de sexes et l'autonomisation des femmes; réduire la mortalité des enfants; améliorer la santé maternelle; combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; assurer un environnement durable; et mettre en place un partenariat pour le développement.

¹¹ Déclaration du Sommet sur les marchés financiers et l'économie mondiale, le 15 novembre 2008.

¹² Banque du Canada. « La Banque du Canada abaisse le taux cible du financement à un jour de 1/2 point de pourcentage pour le ramener à 1/2 %. » *Communiqué de presse*. 3 mars 2009.

et émergentes pour diminuer les déséquilibres économiques, monétaires et commerciaux mondiaux. Les normes réglementaires devraient être renforcées grâce à une vaste réforme du système financier mondial qui prévoirait des mécanismes de surveillance financière et macroéconomique et de prévention des crises plus rigoureux ainsi que des systèmes de détection à l'avance. »¹³.

Mark Carney, gouverneur de la Banque du Canada, a exprimé une opinion semblable dans sa déclaration devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes, le 10 février 2009. « ... les pays du G20 doivent agir de manière concertée dans le but d'améliorer les cadres réglementaires nationaux et internationaux. À cet égard, les actions menées en vue d'accroître la transparence et l'intégrité, de mettre en œuvre une réglementation macroprudentielle et d'affecter les ressources nécessaires au FMI sont essentielles. »

On s'attend à ce que le Sommet du G20 d'avril débouche sur un plan d'action pour régler ces questions.

Le gouverneur de la Banque du Canada a également expliqué pourquoi les principaux pays émergents doivent être à la table. « Non seulement ces pays possèdent une expérience de première main des crises financières mais ils constituent aussi les principaux pays dont la balance courante est excédentaire et, comme ils comptent parmi les principaux fournisseurs de capitaux, ils doivent faire partie d'une solution mondiale. »¹⁴

2. Système commercial international

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles commerciales entre les nations. Elle fournit un forum pour la négociation d'accords visant à réduire les obstacles au commerce

international et à assurer des règles du jeu équitables pour tous. L'OMC procure également un cadre juridique et institutionnel qui régit l'établissement et l'application de ces accords, ainsi que le règlement des différends concernant l'interprétation et l'application des accords¹⁵. Elle compte 153 pays membres.

Le cycle de Doha (le Programme de développement pour Doha) des négociations de l'OMC a été lancé à la fin de 2001 pour créer de nouveaux débouchés et aider les pays en développement à profiter davantage de la libéralisation du commerce. Quelque huit ans plus tard, aucun accord sur les nouvelles règles commerciales n'a été conclu. Or, la récession économique mondiale a incité certains à réclamer la reprise des pourparlers pour promouvoir le commerce, endiguer les actions protectionnistes et favoriser une relance économique.

La conclusion réussie du cycle de Doha donnerait un coup de fouet à l'économie mondiale. L'OMC estime qu'un accord injecterait 35 milliards \$US par année dans le commerce agricole. Quant au commerce des autres biens, le gain global prévu pourrait atteindre 95 milliards \$US annuellement¹⁶. Pour le Canada, un Programme de développement pour Doha réussi signifierait un meilleur accès aux marchés clés, comme l'UE, pour les manufacturiers canadiens. Des ententes sectorielles laissent également entrevoir la perspective d'un accès encore meilleur aux marchés mondiaux. La libéralisation du secteur des services pourrait générer des avantages encore plus intéressants : le Canada a appris que de nouveaux débouchés pourraient survenir dans des secteurs comme l'environnement, l'énergie et les services financiers.

Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, a émis une déclaration au Forum économique mondial de 2009 à Davos, en Suisse, exprimant l'espoir que

13 « G20 Summit: Let's Get Down to Business! » *Énoncé de position*. 15 novembre 2008.

14 Banque du Canada. « De la sagesse rétrospective à la prévoyance ». Propos de Mark Carney, gouverneur de la Banque du Canada, devant l'Association Women in Capital Markets. Toronto (Ontario). 17 décembre 2008.

15 Organisation mondiale du commerce. « L'OMC – Déclaration du Directeur général ». <http://www.wto.org>.

16 UN News Centre. « Collapse of Doha round of global trade talks disappointing, says Ban. » 30 juillet 2008.

la rencontre du G20 du 2 avril 2009 insufflera un nouveau souffle aux négociations.

Le Sommet du 2 avril 2009 offre aux dirigeants du G20 une excellente occasion de réitérer leur volonté de rejeter le protectionnisme, d'éviter d'ériger de nouveaux obstacles au commerce et à l'investissement, de s'abstenir d'imposer de nouvelles restrictions à l'exportation et d'éviter de mettre en œuvre des mesures incompatibles avec l'OMC pour stimuler les exportations. Il importe que les dirigeants affirment qu'ils mettront tout en œuvre pour arriver à une entente « sur les modalités qui permettront de faire déboucher le Programme de Doha pour le développement de l'OMC sur un résultat ambitieux et équilibré. »¹⁷

Les mesures protectionnistes relatives au commerce et à l'investissement étranger exacerberaient la crise économique mondiale et risqueraient de ralentir la croissance. « Les milieux d'affaires craignent qu'une glissade vers le protectionnisme causée par une panique ne prolonge le ralentissement économique », a déclaré le secrétaire général du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE, Tadahiro Asami. Il a ajouté : « Les dirigeants politiques doivent résister à la tentation de protéger leurs industries contre le commerce et l'investissement étranger, car toute mesure visant à isoler les économies nationales aggraverait et élargirait l'impact négatif que la tourmente financière a déjà eu sur la croissance mondiale et la création d'emplois. » « Il faudra impérativement finaliser les modalités du commerce des produits agricoles et industriels avant la fin de cette année et conclure le cycle commercial pour obtenir des résultats significatifs en 2009. »¹⁸

En dernière analyse, la coopération internationale entraînera le rétablissement du commerce international. Le respect des règles commerciales internationales favorisera la stabilité et la croissance économique. Le fait que l'OMC travaille

avec la Banque mondiale et le FMI pour améliorer les modalités de financement du commerce international est extrêmement encourageant.

3. Changement climatique

La communauté scientifique internationale s'entend pour affirmer que la réduction de l'accumulation des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère est essentielle à l'atténuation du changement climatique. Le Canada est membre du Protocole de Kyoto, accord qui énonce les obligations en matière de réduction des émissions de 36 pays industrialisés. Le Protocole n'énonce aucun engagement pour les grands émetteurs comme l'Inde et la Chine. Les États-Unis ne l'ont pas ratifié.

La date d'expiration (2012) du Protocole de Kyoto approche à grands pas et les négociations officielles sur un nouvel accord ont débuté sous les auspices de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et son Protocole de Kyoto. Les signataires de cette convention-cadre se sont réunis à Poznan, en Pologne, en décembre 2008. Un document de négociation provisoire sera disponible à la réunion sur la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Bonn, en Allemagne, en juin 2009. L'objectif consiste à conclure un nouvel accord sur le changement climatique à la 15^e conférence des parties à la convention-cadre qui aura lieu à Copenhague, au Danemark, en décembre 2009.

Le Fonds d'adaptation du Protocole de Kyoto a été finalisé à Poznan. L'argent servira à financer des projets et des programmes d'adaptation dans les pays en développement qui sont parties au Protocole de Kyoto. Les Nations Unies s'attendent à ce que le Fonds d'adaptation renferme environ 300 millions \$US d'ici à 2012. On reconnaît toutefois que c'est seulement une fraction de ce qui est requis¹⁹.

17 Déclaration du Sommet sur les marchés financiers et l'économie mondiale, le 15 novembre 2008. Washington DC.

18 Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE. « OECD business calls for decisive G-20 action against protectionism. » *Communiqué de presse*. 10 novembre 2008.

19 Selon les Nations Unies et l'OXFAM, les frais d'adaptation (pour régler les coûts des changements climatiques dans les pays en développement) pourraient atteindre entre 50 et 80 milliards \$US par an.

En dépit de la crise financière mondiale actuelle, la communauté internationale semble vouloir prendre les décisions difficiles qui s'imposent sur le plan du changement climatique. Le Royaume-Uni, hôte du Sommet du G20 du 2 avril 2009, tient à poursuivre l'élan afin de conclure une entente ambitieuse à Copenhague. Le secrétaire d'État à l'énergie et au changement climatique, Ed Milliband, a déclaré : « En ce début de 2009, nous sommes à un carrefour sur le changement climatique. » « Pour rester sur le chemin d'une entente, 2009 doit être une année de négociation et non de discussion et nous devons tous améliorer notre comportement. Moralement, nous connaissons l'ampleur de la menace associée au changement climatique. Économiquement, nous savons qu'il coûtera plus cher de ne pas agir que d'agir et que plus nous attendons, plus les coûts augmenteront. »

Le Département d'État des États-Unis a nommé Todd Stern son envoyé spécial pour le changement climatique. Il agira en qualité de conseiller principal sur la politique et la stratégie internationale sur le changement climatique et de négociateur en chef de l'administration en la matière. Lors d'un récent voyage en Asie, M. Stern et la secrétaire d'État, Hillary Clinton, ont ouvert un dialogue avec la Chine, l'Indonésie, le Japon et la Corée du Sud sur des démarches communes à l'égard des enjeux auxquels la communauté internationale est confrontée, notamment le changement climatique. Au début de février 2009, l'ambassadeur de la Chine aux États-Unis, Zhou Wenzhong, a déclaré que son gouvernement souhaite une coopération avec les États-Unis en matière d'énergie et de changement climatique.

Le Sommet du G20 d'avril offre l'occasion d'élaborer un cadre conceptuel d'idées pour l'accord qui remplacera le Protocole de Kyoto à Copenhague – un accord qui devrait inclure toutes les principales économies et les grands émetteurs de gaz à effet de serre, y compris les États-Unis, la Chine et l'Inde.

4. Sécurité énergétique

À l'instar du changement climatique, la sécurité énergétique est une question complexe, d'envergure mondiale qui requiert une coopération au niveau international. Les enjeux associés à l'énergie sont énormes. On prévoit que la population du globe passera de plus de six milliards aujourd'hui à au-delà de huit milliards d'ici à 2030. Le monde aura besoin de 50 % de plus d'énergie en 2013²⁰.

L'énergie est un inducteur de croissance et de développement partout dans le monde. La demande accrue de produits limités exercera des pressions sur les prix, affectant exagérément les économies en développement, tandis que la nature globale des marchés du pétrole et l'intégration croissante du marché du gaz naturel impliquent que les perturbations naturelles et géopolitiques dans un pays peuvent avoir des répercussions majeures dans les autres pays.

Le prochain Sommet du G20 est un moment opportun pour collaborer à l'élaboration d'un éventail complet de stratégies à court terme et à long terme visant à renforcer la sécurité énergétique mondiale et à stimuler la croissance et le développement économique. Une telle stratégie devrait viser ce qui suit : assurer un approvisionnement énergétique stable et croissant au moyen de la diversification; varier les modes et les parcours d'acheminement pour atténuer l'impact des perturbations d'approvisionnement; intégrer davantage les réseaux d'infrastructure de transmission des secteurs de l'électricité, du pétrole et du gaz; réduire la demande d'énergie en améliorant l'efficacité énergétique; accommoder la demande croissante des nouvelles économies de marché, comme la Chine et l'Inde; protéger les pipelines, les raffineries et les voies d'acheminement des actes terroristes; promouvoir une transition graduelle vers les prix courants dans les économies du monde en développement pour encourager une utilisation plus efficace de l'approvisionnement énergétique mondial limité; élaborer de nouvelles technologies axées sur des

²⁰ Forum économique mondial sur l'Amérique latine et Cambridge Energy Research Associates. « Solving the Energy Puzzle Through Innovation ». 15 avril 2008.

sources d'énergie plus propres, économiques et fiables; et faire valoir les politiques de sécurité énergétique dans les pays en développement.

5. Aide et pauvreté mondiale

À long terme, la stabilité mondiale dépend beaucoup de la réduction de la pauvreté. Reconnaissant ce fait, le FMI et la Banque mondiale collaborent étroitement à l'éradication de la pauvreté et aident les pays à élaborer des stratégies à cet égard. Les deux institutions partagent régulièrement des renseignements sur l'aide aux pays.

L'OCDE a demandé aux principaux pays donateurs du monde de respecter leurs engagements en matière de développement en dépit de la récession. L'histoire a démontré qu'une diminution de l'aide durant une récession a des conséquences matérielles négatives sur la production agricole, l'investissement en infrastructure, le bien être social et la stabilité politique des pays en développement.

Le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, a déclaré que la crise financière se transforme rapidement en crise sociale²¹. Selon la Banque mondiale, près de 40 % des 107 pays en développement sont très exposés à la pauvreté créée par la crise et les autres pays sont modérément exposés. Le président du Groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick, a

déclaré : « La crise économique mondiale pourrait devenir une crise humaine dans de nombreux pays en développement à moins qu'ils ne puissent prendre des mesures ciblées pour protéger les personnes vulnérables dans leurs collectivités. » Il a demandé instamment aux pays développés d'attribuer 0,7 % de leurs ensembles de mesures de relance économique aux pays pauvres²². Pour le Canada, cela signifierait environ 2,8 milliards \$ au cours des deux prochaines années.

La récession s'est propagée systématiquement aux pays en développement. On s'attend à ce que les dirigeants du G20 reconnaissent que des flux d'aide suffisants, prévisibles et efficaces sont plus importants que jamais et qu'ils promettent de faire davantage.

L'économie du Canada est petite, ouverte et axée

²¹ OCDE. « Addressing the financial crisis: a focus on the human dimension. » 17 novembre 2008.

²² Groupe de la Banque mondiale. « The Global Economic Crisis: Assessing Vulnerability with a Poverty Lens. » *Policy Note*. 14 février 2009.

Conclusion : Un rôle de meneur pour le Canada

sur l'exportation et il est dans l'intérêt de notre pays d'assurer l'existence d'un cadre de gouvernance mondiale efficace qui favorise une croissance stable et durable, un système financier solide et des politiques de commerce et d'investissement ouvertes et transparentes.

Au Sommet du G20 du 2 avril 2009, le Canada pourrait prendre l'initiative d'appuyer un changement marqué et durable de la gouvernance mondiale, notamment la présence d'un comité directeur mondial permanent et plus inclusif – un groupe de dirigeants du G20 - qui reflète les réalités économiques et politiques du 21^e siècle. Il pourrait également présenter des idées sur la réforme des institutions multilatérales et traiter les enjeux et les opportunités mondiaux.

Le Canada est bien positionné pour jouer un rôle de meneur. Nous sommes un modèle pour les autres pays du monde. Notre secteur financier est reconnu comme étant le plus solide du monde grâce à une réglementation efficace et à des pratiques prudentes. Nous avons été le premier et le principal défenseur d'un forum des dirigeants du G20. Nous avons la réputation d'être la principale nation multinationale du monde. Nos positions budgétaires et réglementaires sont plus saines que celles de la plupart des autres pays. Le Canada a gagné le respect du monde entier pour ses efforts soutenus de réduction de la dette et ses politiques solides de remise de dette. Il a joué un rôle de meneur en établissant le fonds mondial de lutte contre le sida créé pour combattre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose et en contribuant financièrement à ce fonds. Il a

d'excellents antécédents en maintien de la paix et fait une différence sur le terrain en Afghanistan. En tant que nation multiculturelle, nous sommes ouverts sur le monde. Cela représente un avantage politique pour le Canada auprès de la communauté internationale. Profitons-en en recommandant des réformes et en proposant des solutions aux enjeux d'aujourd'hui et aux débouchés de demain qui servent nos propres intérêts et ceux de la communauté mondiale d'une manière équilibrée.

Pour le Canada, le fait de faire preuve de leadership au Sommet du G20 et de s'engager à faire du groupe des dirigeants du G7 un comité directeur mondial permanent est d'une importance vitale pour une autre raison : le Canada risque de ne plus appartenir au G7/P8. En effet, le G7 représente six des sept principales économies selon le PIB nominal. Or, en 2007, il a été surpassé par la Chine et l'Espagne en termes de PIB nominal et se classait neuvième parmi les plus grandes économies du monde²³. En 2008, il était la onzième principale économie du monde, ayant été surpassé par la Chine, la Russie, l'Espagne et le Brésil²⁴.

L'enjeu est énorme. Nous avons de nombreux accomplissements à notre actif, mais un rééquilibrage de la puissance économique mondiale est en cours. Le Canada doit être prêt à jouer un rôle de meneur plus important et à se concentrer sur ses forces, soit le recours à la persuasion, à la négociation et à l'intervention en faveur d'une libéralisation du commerce international et d'organismes plus représentatifs, pour maintenir son influence, protéger et promouvoir ses intérêts et accroître sa compétitivité internationale.

²³ Fonds monétaire international. Base de données de perspectives économiques du monde. *Octobre 2008 : Liste de pays par le PIB (nominal)*. Voir également Banque mondiale. *Produit intérieur brut*. 2008-07-01.

²⁴ CIA World Factbook. En 2008, les plus importantes économies du monde selon le PIB nominal étaient (par ordre d'importance) les États-Unis, le Japon, la Chine, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, la Russie, l'Espagne, le Brésil, le Canada, l'Inde, le Mexique, l'Australie et la Corée du Sud.

Pour plus de renseignements, communiquer avec :

Tina Kremmidas, économiste en chef | Courriel : tkremmidas@chamber.ca | Téléphone : 416 868 6415, poste 222